

Les luttes dont l'Iran est le théâtre ont pris une grande ampleur et une grande visibilité lors des manifestations qui ont suivi le truquage des élections de juin 2009. En dépit de la brutalité de la répression, elles n'ont jamais cessé depuis. Cet article doit beaucoup à nos camarades et amis iraniens en exil qui ont été nos yeux, nos oreilles et nos traducteurs. L'écrire est pour nous une manière de les remercier.

Éléments pour comprendre le combat contre la dictature théocratique en Iran

Ceux qui combattent pour l'émancipation ne peuvent rester indifférents à ce qui se passe en Iran. À un moment où les bourgeoisies et les oligarchies sont à l'offensive partout, la lutte de la jeunesse et des travailleurs iraniens est particulièrement notable. Elle est située dans une partie du monde où les conditions du combat sont particulièrement difficiles puisqu'il faut affronter une dictature théocratique, donc à la fois un appareil d'État et une des principales religions monothéistes du monde contemporain, pilier de la propriété privée et du capital comme l'a montré l'article de militants iraniens publié en 2006 par *Carré rouge* [1]. En juin 2009 les Iraniens ont dû engager la lutte contre un gouvernement jouissant d'un brevet d'anti-impérialisme. Il faut mesurer ce que c'est de revendiquer comme ouvrier pour des choses basiques quand il n'y a ni liberté syndicale ni

1- Ardeshir Mehrdad et Yasmine Marther, « Les rapports de l'islam politique avec le capital et les classes sociales », *Carré rouge*, n°37, novembre 2006, en ligne sur le site www.carre-rouge.org

droit de grève. Ce que signifie pour les femmes et les étudiants de manifester pour des libertés élémentaires et affronter les milices et la police au risque de blessures très graves, de la torture, de la prison, au péril même de sa vie. Des dizaines milliers l'ont fait en décembre et beaucoup le 8 mars, jour international des droits de la femme, même dans des villes moyennes comme Sanadaj dans le Kurdistan iranien [2].

L'issue d'un mouvement de masse radical dépend des rapports politiques internationaux. Il en a toujours été ainsi et aujourd'hui plus encore. Tout ce que nous pouvons faire ici est de donner des éléments pour comprendre ce que le combat contre

2- Sur le site <http://www.eshtarak.info/news/2010/03/post-47.html> on trouvera les photos de la manifestation du 8 mars 2010 à Sanadaj. Sur les pancartes on lit : Interdiction du travail des enfants ; libération de la femme = libération de la société ; vive le 8 mars, journée internationale de la femme ; interdiction de la peine capitale et de la lapidation ; libération des prisonniers politiques ; le mouvement des femmes est l'alliée des étudiants et des ouvriers

la dictature théocratique représente dans le cadre du Moyen Orient, des régimes ultraréactionnaires qui y sévissent et des guerres qui s'y déroulent, de la Palestine jusqu'à l'Afghanistan et au Pakistan.

UNE TRÈS VIEILLE CIVILISATION ET L'EXPÉRIENCE D'UNE VRAIE RÉVOLUTION

Un moment nouveau de l'histoire politique et sociale de l'Iran s'est ouvert avec les manifestations massives contre la fraude électorale de juin 2009. La révolution de 1979 en est le chaînon le plus important bien sûr, mais une perspective encore plus longue peut aider à saisir les racines de tout ce qui sépare l'Iran des États qui l'avoisinent.

LE MOUVEMENT NATIONALISTE LE PLUS ANCIEN DU PROCHE ET MOYEN ORIENT

La Perse, qui n'a pris le nom d'Iran qu'en 1935, a échappé à la conquête romaine mais pas à celle des armées arabes au VII^e siècle. Bien qu'islamisée, elle réussit à maintenir son indépendance (rappelons que la langue iranienne reste le persan et non l'arabe) et sa civilisation continue à influencer fortement l'Inde mais aussi l'Europe, l'Afrique et la Chine.

L'affaiblissement de l'empire perse à partir de la fin du XVIII^e siècle, permet son dépeçage territorial par la Russie impériale (qui annexe l'Azerbaïdjan et le Daghestan en 1813) et son ravalement à un statut de semi-colonie par la Grande-Bretagne. En 1907, l'accord anglo-russe répartit les sphères d'influence de la Russie et de la Grande-Bretagne en Perse, en Afghanistan et

au Tibet, sorte de préfiguration des accords de Téhéran et Yalta conclus lors de la Seconde Guerre mondiale.

Le mouvement nationaliste bourgeois en Iran est antérieur à celui mené par Mustafa Kemal Atatürk en Turquie.

L'Iran est le premier pays du Proche et Moyen-Orient à s'être doté en 1906 d'une Constitution, même si cela se faisait dans le cadre de la monarchie et non d'une république. En 1920, la Grande-Bretagne appuie un coup d'État militaire dont le chef, Reza Khan, crée sa propre dynastie, celle des Pahlavi. Il s'agissait de contenir la révolution bolchévique en Asie et de disposer d'une sorte d'Atatürk domestiqué et docile. Une partie du programme kémaliste est appliquée : création d'un système public d'éducation nationale, réforme de la justice, jusque-là contrôlée par le clergé chiite, création du code civil iranien, et en 1935, en même temps que l'adoption du nom d'Iran, interdiction du port du voile pour les femmes et pour les hommes, obligation de porter un habit « à l'occidentale ».

L'Iran est le plus ancien producteur de pétrole au Moyen-Orient. Cela en a fait constamment un enjeu. Il a été l'un des premiers terrains d'application du renversement des alliances de la Seconde Guerre mondiale et a été occupé à la fois par la Grande-Bretagne et l'URSS. Les Anglais ont établi un contrôle direct sur l'Anglo-Iranian Oil Company (AIOC). Une bonne partie de la production a servi à ravitailler le front russe. Cette occupation a été défendue au nom du combat « antifasciste » par le parti communiste d'Iran, le Tudeh, dont la soumission à la politique de l'URSS et la stalinisation profonde ont toujours pesé d'un

3- Yasmine Marther, *Lessons of the Fe-dayeen*, novembre 2008, sur le site <http://www.iranian.com/>

poids très lourd sur la lutte des classes en Iran.

LE GOUVERNEMENT MOSSADEGH ET LA DICTATURE DU SHAH

Le renforcement des forces politiques nationalistes au cours de la guerre a permis l'élection en 1951 de leur principal dirigeant, Mohammad Mossadegh, qui nationalise l'Anglo-Iranian Oil Company. En 1952, un premier conflit avec le Shah, portant sur le contrôle de l'armée par le gouvernement, a poussé Mossadegh à la démission. Après trois jours de manifestations et d'affrontements avec l'armée, le Shah a cédé et renommé Mossadegh Premier ministre. La CIA et les services secrets britanniques ont alors lancé une opération de déstabilisation politique (l'opération Ajax), qui a abouti en août 1953. Mossadegh est alors chassé du pouvoir. Un régime autocratique extrêmement répressif est mis en place. L'exploitation du pétrole est privatisée. British Petroleum (BP) prend le contrôle de la National Iranian Oil Company. La rente pétrolière permet au régime du Shah de moderniser l'industrie iranienne et de se doter aussi de moyens scientifiques et techniques. Même s'il y a eu plus tard des transferts de technologie russe, c'est de cette époque que date l'industrie nucléaire. Il y a une expansion de l'enseignement universitaire, dont l'un des effets est d'accroître le nombre et la capacité de résistance politique des étudiants. Parallèlement l'industrialisation donne un poids social nouveau aux ouvriers. De façon croissante le pouvoir du Shah repose sur l'activité de la police politique, la Savak, encadrée par les services secrets anglo-saxons.

Les expressions ouvertes de résistance au régime ont commencé au début des années 1970. Elles sont apparues

d'abord dans la classe moyenne et chez les étudiants. Deux ailes se sont formées. Celle dominante du clergé chiite, et celle des groupes politiques marxisants guérilléristes nés en opposition à la politique de soumission inconditionnelle à l'URSS du Tudeh et à sa stalinisation profonde. Il s'agit notamment des Fedayins qui ont débuté avec une forte composante maoïste. Le rapport de force entre les deux ailes de l'opposition sera toujours favorable à la première, même si par moments les islamiques ont été débordés.

LA RÉVOLUTION DE 1979

Beaucoup des protagonistes du processus politique en cours depuis mai-juin 2009 ont vécu la révolution de 1979 et viennent des camps qui s'y sont affrontés. La caractérisation d'une révolution qui a eu la force de faire tomber le régime du Shah mais qui a ensuite été coiffée et refoulée par le clergé chiite dirigé par l'ayatollah Khomeiny est un enjeu théorique-politique qui ne concerne pas seulement le passé. On n'en trouvera ici que des éléments très sommaires. Dans ce qui suit nous avons été aidés par la relecture de textes politiques de l'époque, ainsi que par des témoignages, dont celui de Yasmine Marther dans un texte écrit pour commémorer le massacre par Khomeiny en 1988 de quelque 15 000 militants membres des Fedayins, de fractions du PC (le Tudeh) et des Moudjahidins du peuple [3].

Au cours de l'année qui a précédé la révolution, les islamiques ont été les premiers à rassembler à partir de janvier 1978 de grandes manifestations contre le Shah, d'abord dans la « ville sainte » de Qom, puis à Tabriz et enfin à Téhéran. Chaque fois c'est l'armée qui a été envoyée et qui a tiré dans la foule, faisant un nombre croissant de

morts. Le 8 septembre 1978, connu comme le « vendredi noir », à Téhéran, l'armée a déployé contre les manifestants des tanks, des hélicoptères et des armes automatiques. Le résultat a été un carnage. Le régime a commencé à être lâché par les États-Unis. La dégradation de la situation économique a aussi joué un rôle. Pour essayer de juguler une forte inflation, le gouvernement a imposé des mesures d'austérité, l'annulation de nombreux projets et le gel des salaires. Ces mesures ont aggravé le chômage et le ressentiment de la population. C'est le moment où la classe ouvrière commence à jouer un rôle dans la lutte contre le régime. En août et septembre 1978, les grèves se sont multipliées dans l'industrie pétrolière et les usines avec la formation de comités d'usine, les *shuras*. En octobre, une grève générale a paralysé l'économie, la plupart des industries étant fermées et les tankers bloqués dans le port d'Abadan. Le mouvement a vu la formation d'un comité central de grève élu dans la National Iranian Oil Company.

Le 12 décembre, plus de deux millions de personnes manifestent à Téhéran. Le Shah ordonne à l'armée de ne pas tirer sur la foule et nomme un dirigeant nationaliste laïc Premier ministre, Shapour Bakhtiar. Celui-ci demande au Shah de quitter l'Iran temporairement de façon à tenter de reprendre le contrôle de la situation. Le 16 janvier 1979, le Shah quitte le pays, en l'occurrence définitivement. Les manifestations et les grèves ne s'arrêtent pas. Le clergé chiite comprend que la chute du régime est proche et décide d'agir préventivement, avec un certain consentement et une certaine aide des pays impérialistes. Le 1^{er} février, Khomeiny rentre de son exil en France. Le 5 février, il annonce la création d'un gouverne-

ment provisoire à la tête duquel il nomme Premier ministre un autre politicien nationaliste, Mehdi Bazargan, dirigeant du Mouvement de libération de l'Iran, et déclare le gouvernement de Bakhtiar illégitime. Celui-ci a toujours l'appui de l'armée et c'est là que les événements vont se précipiter. Des comités révolutionnaires se forment dans les casernes, notamment chez les élèves officiers et les techniciens de l'armée de l'air. Ils sortent manifester contre la hiérarchie militaire et le gouvernement Bakhtiar. La loi martiale est décrétée le 10 février et des troupes loyalistes sont envoyées contre les insurgés qui appellent la population à venir à leur soutien. Les 10 et 11 février voient ainsi des combats sur les barricades. Les postes de gendarmerie et de police sont pris d'assaut, ainsi que certaines casernes. Khomeiny rejette les appels qui lui sont faits d'appeler à l'affrontement généralisé avec l'armée. Il s'agit pour lui de sauvegarder ce qui reste la colonne vertébrale de l'appareil d'État et de la propriété privée en convainquant le maximum d'officiers supérieurs de se ranger de son côté. Il y parvient et peut nommer un nouveau chef des armées. Mais la leçon sera retenue. Le régime clérical n'aura de cesse de constituer ses propres forces de répression.

LA DÉFENSE DE L'APPAREIL D'ÉTAT ET SA RECONSTRUCTION PAR LE CLERGÉ CHIITE

Le début de désintégration de l'armée et la défaite infligée par les travailleurs et les étudiants aux militaires restés loyaux au Shah le 11 février font de la révolution de 1979 une révolution dans le sens profond du terme : la mise à bas d'un régime de dictature militai-

re et un début de dislocation de l'appareil d'État [4]. La défaite de l'armée a été vécue comme une profonde libération. Les grandes manifestations ont traduit les espoirs d'un changement social radical. Elles n'ont pas eu de débouché politique. En tant que processus pouvant se porter sur le terrain de la propriété privée, la révolution a été stoppée en quelques semaines. La gauche révolutionnaire, avec ses divisions idéologiques très fortes [5], a été prise de cours par les événements, alors que les religieux s'étaient préparés à occuper le pouvoir de longue date. Ceux-ci vont substituer une dictature théocratique à celle du Shah et en cueillir les bénéfices pour eux-mêmes. Il existe une grande confusion au sujet de la nature du régime et de son caractère « anti-impérialiste ». Les *Fedayins* acceptent d'annuler, à la demande de

4- Dans un texte mis sur le site de *Carré rouge* en juin, on trouve de la part de François Chesnais une caractérisation de 1979 comme une « révolution démocratique laïque radicale en gestation tuée dans l'œuf ». Elle a fait l'objet de vives critiques par courriel de membres ou anciens membres de l'OCI-PCI qui renvoient à un article de *La Vérité*, écrit en décembre 1979 (Salimé Etessam, « Nouveaux développements de la révolution en Iran », n°589). La caractérisation donnée dans le texte du site de *Carré rouge* est fautive. Celle proposée par *La Vérité* se voulait « éducatrice ». Il s'agissait encore de soutenir la thèse de « l'imminence de la révolution ». D'où l'affirmation lapidaire : « Les 10 et 11 février 1979, l'insurrection victorieuse des masses laborieuses des villes et des campagnes disloque et démantèle les institutions de l'Etat bourgeois. La révolution prolétarienne commence ». Très peu d'éléments dans la suite de l'article fondent cette caractérisation, l'analyse documentée se concluant de façon très, très prudente sur l'avenir du mouvement des masses.

Khomeiny, une manifestation pour le démantèlement complète de l'armée, tenant à la place le 23 février un meeting à l'université qui rassemble 100 000 personnes. L'activité autonome des ouvriers et des étudiants est tenue en échec. Un processus méthodique de refoulement des masses commence, en même temps que les tensions croissent entre les deux composantes politiques, nationaliste laïque et religieuse, du gouvernement. Le caractère obligatoire du port du voile, levé sous le régime de Reza Chah est réintroduit. Cela suscite le 8 mars la première grande manifestation populaire dirigée contre une mesure imposée par le clergé. Celui-ci fonde le Parti de la République Islamique. Ses dirigeants incluent Rafsanjani et l'actuel « Guide suprême », Khamenei. Le clergé chiite organise son enracinement politique. Des « cellules révolutionnaires islamiques » sont formées pour remplacer les comités de quartier et les comités de grève, dont les militants subissent bientôt la répression. Rebaptisés « Gardiens de la Révolution » en mai 1979, les « cellules révolutionnaires » prennent le pouvoir dans les gouvernements locaux dans tout l'Iran, ainsi que le contrôle des tribunaux. Devenus « tribunaux révolutionnaires islamistes », ils rendent des jugements sur les anciens responsables des services de sécurité et des militaires du régime du Shah. L'Ayatollah Mahmoud Taleghani, qui avait dirigé le clergé chiite pendant l'exil de Khomeiny met en garde « contre un retour de la dictature » [6]. Le surgissement de la question nationale au Kurdistan

5- Voir le témoignage cité de Yasmine Marther.

6- Voir l'article de Salimé Etessam dans *La Vérité* et l'entrée concernant Ayatollah Mahmoud Taleghani dans Wikipedia en anglais. Il meurt en septembre 1979.

et en Turkménistan, les luttes pour l'autonomie, ne ralentissent que de quelques mois la « normalisation » du régime.

Les deux composantes du gouvernement se divisent sur la nature de la république iranienne. Le projet de constitution présenté par le parti de Bazargan, le Mouvement pour la liberté, déclare l'Iran République Islamique, mais sans donner un rôle prépondérant au clergé ni à la loi islamique. Le projet est rejeté par le clergé. Un nouveau projet est rédigé qui crée une forme d'État qui a peu de pareils dans le monde. Nous l'expliquons plus loin. La charge la plus élevée de « Guide suprême » est occupée par Khomeiny. Afin de souder une « unité nationale » autour du nouveau régime, détourner l'attention de la répression contre les opposants nationalistes et les militants révolutionnaires et assurer au régime théocratique des gages « d'anti-impérialisme », le régime organise le 4 novembre 1979 l'occupation de l'ambassade des États-Unis à Téhéran et la prise d'otages états-uniens par des « étudiants islamistes ». Le premier ministre Bazargan démissionne et prend bientôt de nouveau le chemin de l'exil. La chasse aux opposants et la répression politique peuvent alors reprendre leur cours, la police bénéficiant désormais de l'aide des « Gardiens de la Révolution » et des unités paramilitaires des *Basidj* ou *Bassij* qui opèrent dans chaque ville.

Il y a ensuite la terrible saignée de la

7- En témoigne le type de proclamation suivante : « il n'y aura plus une seule ville, une seule école, qui soit privée du bonheur de faire la guerre, de boire l'élixir exquis de la mort, de connaître la douce mort du martyr, celui qui vit pour toujours au paradis », citation du journal gouvernemental *Eteleat* faite dans Wikipedia en anglais sous l'entrée « Iraq-Iran War ».

guerre avec l'Iraq qui durera près de huit ans. En septembre 1980, fort du soutien des États-Unis, Saddam Hussein attaque l'Iran. La guerre durera jusqu'en 1988 et fera plusieurs centaines de milliers de morts et autant de blessés. Les islamistes s'en servent pour renforcer l'emprise de la religion »[7]. La guerre s'achève par une répression à très grande échelle. L'occasion en est fournie par les Moudjahidines du Peuple, qui ont repris contre la République islamiste le combat militaire commencé du temps du Shah et se sont même alliés avec Saddam Hussein. Disposant un temps d'une réelle capacité militaire, ils opérèrent des incursions en Iran. En 1988, après le cessez-le-feu, ils tentent une invasion et essuient un échec cuisant. Khomeini émet une *fatwa* de mort qui sert de signal au déclenchement de l'exécution de dizaines de prisonniers politiques, certains appartenant aux Moudjahidines, mais la majorité à l'extrême gauche et aux fractions du Tudeh.

Les effets de la terrible saignée des huit ans de guerre contre l'Iraq comme de l'ampleur et de la violence de la répression politique de 1988 ont été longs à s'atténuer. Le début de la longue phase de récupération date des grandes manifestations étudiantes de juillet 1999. Connues sous le nom de « 18 Tir » (18 juillet), elles ont été les plus importantes que l'Iran ait connues depuis la révolution jusqu'à celles de 2009. Tout est parti d'un rassemblement à Téhéran contre la fermeture du journal *Salaam*. Les manifestations se sont étendues à Tabriz, Mashhad, Shiraz et Esfahan. Les manifestants ont été très durement réprimés par les Basidj qui ont pourchassé les étudiants jusque dans les dortoirs. Il y a au mois quinze morts. On est ainsi conduit à poser la question de la nature du régime.

UNE DICTATURE AVANT TOUT...

C'est ce que semblent avoir oublié ceux qui, emboîtant le pas à Hugo Chavez suivant la rhétorique simpliste « les ennemis de nos ennemis sont nos amis », font de Ahmadinejad un champion de la lutte anti-impérialiste, soutenu par tout un peuple. D'autres se sont renforcés dans cette conviction du simple fait que nos médias « de droite » ont largement relayé le mouvement de contestation qui a suivi la fraude électorale de juin [8]. Il n'est donc pas inutile de rappeler que la République islamique n'a de république que le nom [9].

UNE RÉPUBLIQUE... MAIS DE DROIT DIVIN !

Le fait qu'il y ait des élections au suffrage universel pourrait laisser entendre que la souveraineté populaire est respectée en Iran puisque ses citoyens se rendent aux urnes pour élire leur président et les membres du Parlement islamique. Mais n'ont le droit de se présenter que les candidats des diverses factions islamistes, ceux qui ont été reconnus aptes par le Conseil des Gardiens de la Constitution (composé de 12 religieux désignés par le Guide suprême) ; nous sommes donc très loin d'un véritable pluralisme. En réalité le vrai chef de l'État n'est pas le Président mais celui à qui il est subordonné : le « Guide suprême » (ou Guide de la Révolution), non élu mais nommé à vie par une assemblée des Experts (des religieux d'abord choisis par le Conseil des Gardiens avant

8- Houshang Sepehr, Où va la République Islamique ?, *Inprecor*, août 2009.

9- Principales sources utilisées ici en plus de l'article de Houshang Sepehr : Wikipédia et site www.Kabyles.net

d'être élus au suffrage universel direct mais avec un faible taux de participation). Personnage vers lequel tous les yeux se tournent puisque selon le chiisme, il est l'intercesseur entre le monde spirituel et temporel, doté de la connaissance (du visible et de l'invisible) et de l'infaillibilité. Le pouvoir étant considéré comme émanant d'Allah, il est donc exercé par ceux qui disposent de l'autorité religieuse. Ils contrôlent et le système législatif au travers du Conseil des Gardiens de la Constitution (toutes les lois doivent être en conformité avec l'Islam) et du Conseil de Discernement (dont les membres nommés directement par le Guide tranchent en cas de litiges avec le Parlement) et le système judiciaire dont le Guide suprême nomme le chef et dans lequel tous les juges sont diplômés en loi islamique et pour la plupart des religieux.

C'est un véritable pouvoir absolu qu'exerce le Guide suprême puisqu'il a droit de regard sur tout : la politique étrangère (pouvoir de déclarer la guerre et de mobiliser les forces armées) comme la politique intérieure, l'organisation des élections, la police et les forces armées, la télévision et les mosquées... Ses *fatwas* (ou décrets religieux) sont des ordres incontestables. La loi divine l'emporte sur la souveraineté populaire. Si les « gens du livre », chrétiens, juifs et zoroastriens disposent, en tant que minorités, de « sièges réservés » au Parlement, il n'en est pas de même pour les musulmans sunnites. Quant aux non-croyants, ils n'ont tout simplement pas le droit d'exister puisque le simple fait de rejeter la religion musulmane et se proclamer athée (l'apostasie) est passible de la peine de mort.

Le clergé ne se contente pas de contrôler toutes les institutions politiques, il prétend, comme au Moyen Âge, réglementer toute la vie sociale

et familiale, vie publique comme vie privée. Il s'agit par tous les moyens de propagande, la télévision, l'école, les mosquées d'imprégner toute une population, réduite à une seule et même « famille de croyants », d'une pensée unique héritée d'une interprétation de l'Islam particulièrement rigide. Les femmes en sont les premières victimes. Comme dans tous les systèmes autoritaires la famille est considérée comme la cellule de base de toute la société et c'est à l'homme que revient le soin d'y faire régner l'ordre. La femme n'existe qu'en tant qu'épouse et mère, valant la moitié d'un homme quand il s'agit d'héritage ou de témoignage en justice. Elle ne peut voyager sans autorisation de son mari, père ou frère, elle doit sortir voilée. En cas d'adultère elle encourt beaucoup plus souvent que les hommes la peine de mort par lapidation.

FORCES ARMÉES ET MILICES : SOUTIENS ET REMPARTS DU RÉGIME

Les forces consacrées à la défense du régime islamique, à l'extérieur comme à l'intérieur, sont impressionnantes. Moins par le montant des dépenses militaires qui représentaient 2,5 % du PIB en 2006 [10] (ce qui les situe dans la « moyenne » mondiale) que par une imbrication entre forces armées et de

police « régulières » et forces armées et milices parallèles, si compliquée qu'il est difficile de s'y retrouver [11]. À côté de l'armée régulière de près de 400 000 hommes, il y a celle des Gardiens de la Révolution islamique (GRI), les *pasdarans*, dont le nombre est estimé, selon les sources, à 125 000 voire 180 000 hommes. Ils contrôlent les *Qods*, forces spécialisées dans des missions secrètes à l'étranger et qui entraînent des combattants venus du Hezbollah libanais et du Djihad islamique palestinien. Les « forces de l'ordre » englobent la police urbaine, la police judiciaire, la gendarmerie et une police auxiliaire, en civil, dite *lebas-chakhsi* (vêtements civils), appelés aussi les « chemises blanches », qui est surtout une police des mœurs [12]. Organisés en petits commandos, ils patrouillent à la recherche de jeunes aux cheveux longs ou portant casquettes, de femmes trop découvertes ou trop fardées, de couples illicites, de baisers sur les bancs publics... Pour une tenue vestimentaire ou un comportement « réprouvés », on écope au mieux d'une leçon de morale ou d'une amende, mais aussi du fouet ou de la prison. Dans les quartiers riches, on peut plus facilement se permettre quelques libertés sachant qu'en cas d'emprisonnement la famille pourra payer la caution. Quelques femmes participent à ces équipes. Toutes de noir vêtues, les Iraniens les surnomment avec humour les « Fati commandos », du nom de Fatima, la fille du Prophète. Enfin, il y a les *Bassidji*, « les mobilisés », une milice de volontaires. Avec les *pasdarans* dont ils dépendent, ils forment

12- Ce sont eux qu'on voit pourchasser les jeunes et les formations musicales rock dans le film du réalisateur iranien d'origine kurde, Bahman Ghobadi, *Les Chats persans*.

les deux groupes dont la survie du régime dépend en grande partie. Leur poids, les lignes de failles qui les traversent méritent qu'on les observe d'un peu plus près.

LES PASDARANS, FORCE MILITAIRE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE : UN ÉTAT DANS L'ÉTAT

Le corps des pasdarans a été fondé en avril 1979 par Khomeiny. Peu sûr de l'armée du Shah, il décide de créer une force militaire dont la mission est la défense de la révolution islamique et de l'idéologie de l'Islam. Leur premier nom a été « l'armée des déshérités », le pouvoir religieux voulant enrayer la révolution sociale en se présentant comme les défenseurs des dépossédés. Lorsqu'en 1980, l'Irak déclenche la guerre, les pasdarans apparaissent comme les seuls capables de défendre le régime et fourniront les martyrs que l'on continue à honorer aujourd'hui dans les cimetières. Mais, lorsque la guerre se termine en 1988, après avoir fait un million de morts, que faire de ces héros démobilisés qui réalisent que, pendant qu'ils versaient leur sang dans les sables du désert, à l'arrière, d'autres, dont le clergé, s'étaient octroyé d'innombrables privilèges ? Ils pourraient revendiquer « leur part ». Le président Rafsandjari (1989-1997) décide de réorienter un corps potentiellement encombrant dans des tâches civiles de reconstruction. Les pasdarans, de force militaire qu'ils étaient et qu'ils sont toujours, vont devenir une force économique mais également une force politique.

Ils possèdent leurs propres forces terrestres, aériennes et navales (divisions blindées, vedettes armées de missiles, unités de commandos spécialisés). Ils contrôlent le programme de missiles balistiques et nucléaires, disposent d'un centre de recherche

10- Source : www.statistiques-mondiales.com

11- Nous avons utilisé et comparé diverses sources, articles dans la presse ou sur de nombreux sites : Wikipedia, *Le Monde* 12 juin 2009 et 17 février 2010 ; *Le Monde Diplomatique* (décembre 2006 et février 2010) ; *Le Figaro* 26 juin 09 ; *l'Express* 17 juin 09 ; *l'Humanité* 22 juin 09 ; *Le Nouvel observateur* 30 juillet.09 ; *Courrier international* (22 février) ; *Bakchich info* ; les sites, www.lemondelibre.org ; www.iran-resist.org

stratégique, d'un service de renseignements. Ils sont donc une force politique qui compte. Le président Khatamani (1997-2005) les avait un peu mis à l'écart et avait essayé de faire le ménage dans les services secrets, mais le Guide suprême, Khamenei, peu favorable aux quelques réformes envisagées, s'est appuyé sur eux et les bassidji pour les bloquer. Il favorise leur ascension politique. En 2004, 125 députés sur 290 sont des pasdarans. Ils accèdent aux postes de ministres et secrétaires d'État. En 2005 un des leurs, Ahmadinejad, devient président de la République islamique.

Leur poids économique s'est constamment renforcé. L'État iranien reconnaît la propriété privée et la liberté d'entreprendre : il s'inscrit complètement dans le système capitaliste et ne le remet absolument pas en cause. Par sa nature autoritaire et son contrôle de la rente pétrolière, il contrôle 85 % des infrastructures productives, accorde des concessions, des contrats, attribue des marchés. D'abord chargés de la reconstruction du pays ravagé par la guerre contre l'Irak, les pasdarans ont été dans les années 2000 les principaux bénéficiaires des privatisations. Des industries agroalimentaires aux industries pétrolières, rien ne leur échappe [13]. Ils contrôlent la fabrication de fusées et de missiles, la construction de routes, chemins de fer, barrages, l'autoroute et le métro de Téhéran, la construction de l'oléoduc vers l'Inde et celle du gazoduc vers le Pakistan. Et aussi des ports (une soixantaine de quais sur les rives du Golfe persique) et des aéroports. Ils viennent d'acquérir la plus grande compagnie pétrolière privée iranienne, l'Oriental Kish, et les télécoms iraniennes. On les trouve dans l'immobi-

lier, la microchirurgie, l'automobile (assemblage des Mazda et Chrysler), ils sont les actionnaires majoritaires du complexe Saipa, le deuxième constructeur automobile en Iran ; et les banques (ils ont transformé en banques deux caisses de crédit de bienfaisance), etc. On les retrouve dans des ports clandestins spécialisés dans la contrebande, le trafic d'essence et de cigarettes et même le trafic de drogue et les réseaux de prostitution. Ce sont aussi une mafia.

LES BASSIDJIS : LA MILICE DE LA RUE

Le corps des bassidji a été fondé en novembre 1979 comme force civile chargée de défendre la Révolution islamique aux côtés des pasdarans. Recrutés surtout dans les milieux populaires parmi les jeunes de 12 à 20 ans, ils ont été des centaines de milliers, peut-être 2 millions, à se porter volontaires lors de la guerre contre l'Irak. Certains ont servi de « chair à canon », chargés d'ouvrir la route dans les champs de mines. Le souvenir de leurs héros-martyrs hante aussi les cimetières. Tous n'ont pas été envoyés au front, ils ont surtout été chargés de pourchasser les opposants au régime. À la fin de la guerre, le nouveau Guide suprême Khamenei décide de les maintenir comme force de répression interne. C'est un moyen pour occuper et donner une raison de vivre à des jeunes de milieux pauvres souvent sans emploi.

Aujourd'hui combien sont-ils exactement ? Certainement pas le chiffre farfelu de 11 millions annoncé par l'un de leurs commandants, ce qui voudrait dire que toute une génération serait quasiment devenue bassidji

puisque la tranche d'âge des 18-30 ans qui leur correspond compte environ 12,5 millions d'hommes [14]. On estime plutôt leur nombre aux alentours de 2 millions (dont 90 000 membres actifs, les autres étant des réservistes). Recrutée sur la base du volontariat, la milice regroupe une majorité de civils mobilisables en cas de troubles, utilisant bâtons et poignards, et des unités professionnelles et armées, auxquelles on accède lorsqu'on monte en grades, portant des uniformes et le bandeau des volontaires, et sous les ordres des Gardiens de la révolution. Villes et villages sont divisés en zones ou cellules de résistance, chacune ayant son unité de bassidji. On les trouve partout, dans les mosquées où ils sont endoctrinés (parfois dès l'âge de 7 ans), les usines, les administrations, les universités.

Les camps où ils sont entraînés militairement se trouvent sur les grands axes de Téhéran, ils peuvent donc intervenir et bloquer la ville en peu de temps. S'ils s'investissent parfois dans des œuvres sociales, leurs principaux terrains d'intervention restent le contrôle moral de la population, en particulier des femmes et des jeunes, et l'aide à apporter à la police en cas d'émeutes. Si les plus « purs » d'entre eux affirment vouloir revenir aux principes de la révolution de 1979 et vivent dans la nostalgie d'un passé proche (la guerre contre l'Irak) ou très lointain (ils continuent à célébrer de façon fanatique la mort de l'imam Hussein, petit-fils de Mahomet à l'origine du chiisme, en 680, à la bataille de Kerbala), pour beaucoup d'autres l'engagement idéologique est nettement moins fort. S'engager dans la milice c'est, pour les plus démunis, la possibilité d'une ascension sociale, l'accès à toutes sortes de privilèges : emplois rémunérés, bons d'achat et de transports pour leurs familles, quotas

13- L'article de Houshang Sepehr donne plusieurs exemples importants.

14- Voir sur le site www.iran-resist.org 3/12/2005

à l'université.

LES RACINES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE LA CRISE POLITIQUE DU RÉGIME

Quand un régime se voit obligé de procéder à une immense fraude électorale pour conserver l'ensemble des leviers du pouvoir, c'est presque toujours la marque d'une crise déjà profonde. En Iran, on a affaire aux effets de la crise mondiale avec ses impacts sur le chômage et l'inflation, et à des mutations sociales qui accentuent la tension entre l'aspiration à la liberté de la jeunesse et la chape de plomb idéologique et militaro-sécuritaire de la dictature religieuse.

UNE SOCIÉTÉ TOUJOURS PLUS URBANISÉE ET PLUS ÉDUQUÉE

L'Iran est un pays jeune, où les moins de 24 ans, qui n'ont pas connu la révolution, représentent plus de la moitié de la population. Celle-ci est fortement urbanisée [15]. Du fait de la croissance démographique et de l'émigration rurale, il y a eu un basculement entre la ville et la campagne. La part de la population vivant en ville passant de 45,7 % en 1975 à 69,4 % en 2007. La population de Téhéran est passée de 4,5 millions en 1976 à un peu plus de 7 millions en 2006 ; Machad, la plus grande ville de l'Est,

15- Nous devons les données de cette section au dossier de Thierry Coville, *Alternatives Internationales* n°43 - juin 2009. Nous renvoyons aussi aux articles réunis dans, *Tempêtes sur l'Iran, Manière de voir*, n°93, Le Monde diplomatique, juin-juillet 2009 et aux communications faites dans le programme Iran de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

de 670 000 à 2,4 millions ; Ispahan, au sud, de 661 000 à 1,6 million ; Tabriz, dans l'Azerbaïdjan iranien, de 600 000 à 1,4 million ; Chiraz, dans le Fars, de 426 000 à 1,2 million. Tout un réseau de villes satellites s'est constitué autour des villes de Téhéran et d'Ispahan pour former d'immenses agglomérations urbaines. On estime que près de 12 millions de personnes viennent travailler chaque jour à Téhéran même.

Ainsi que les films iraniens le montrent, dans leurs mentalités et mode de fonctionnement, la société et la famille iraniennes se sont rapprochées de ceux des pays industrialisés. La progression du niveau moyen d'éducation, celui des femmes notamment, y est pour beaucoup. En 1976, selon l'Unesco, seules 24,4 % des femmes adultes étaient alphabétisées en Iran. En 2006, ce taux s'élevait à 77,2 % ; même ce chiffre moyen cache des disparités entre les grandes villes et la campagne. En 2006, près de 58 % des étudiants dans les universités publiques étaient des filles. Elles représentaient même 66,3 % des effectifs en faculté de médecine. Le taux de fécondité, qui était de 7 enfants par femme avant la révolution, est maintenant de 2, soit un niveau similaire à celui des pays occidentaux. La création après la révolution d'un système de sécurité sociale et de retraite par répartition a joué un rôle important, les parents ne comptant plus sur leurs enfants pour les aider financièrement pour leurs vieux jours. L'âge moyen du premier mariage pour les femmes est passé de 19,7 ans en 1976 à 23,2 ans en 2006. Le nombre de divorces progresse également, leur pourcentage rapporté au nombre de ménages passant de 0,4 % en 1986 à 0,5 % en 2006. Le très faible taux de croissance de l'industrie a fait que c'est dans le secteur tertiaire que la création d'em-

ploi a été la plus forte. Les femmes mieux formées étant surtout employées dans ce secteur, cette évolution s'est traduite par une hausse du taux d'activité des femmes dans les villes de 8,3 % en 1986 à 12,5 % en 2006. La tension avec la négation des droits des femmes par l'Islam a cru sans cesse et explique la place si importante des femmes dans le mouvement actuel.

LA PLACE DE L'IRAN DANS LE SYSTEME CAPITALISTE MONDIAL

L'Iran a été et reste plus que jamais un pays capitaliste « périphérique », occupant une place très subordonnée dans le dispositif économique du capitalisme mondial. Sa principale richesse a toujours été les hydrocarbures. Cela lui a conféré une importance géostratégique dans tout le Proche-Orient, mais imprimé aussi son caractère d'économie dépendante d'une rente pétrolière, objet facile de captation économique et politique. L'Iran n'a connu qu'une industrialisation limitée, dépendante des grands groupes étrangers et surtout cantonnée à des usines de montage. Sa bourgeoisie n'a donc pas pris le poids des bourgeoisies occidentales.

Après 1979, l'économie a été réorganisée en trois secteurs. Un secteur industriel et de services combinant des entreprises nationalisées et des grandes entreprises étrangères et regroupant les grandes industries de base, le secteur de l'énergie, les transports, les télécommunications et les banques. Un secteur caritatif aux mains des fondations religieuses chargées de redistribuer les revenus du pétrole aux familles des martyrs et aux pauvres. Un secteur privé de petite propriété dans l'agriculture, le commerce, l'artisanat. Les intérêts des compagnies pétrolières occidentales

ont été préservés, les contrats signés par la République islamique se conformant aux orientations de l'OPEP. Le régime iranien n'a jamais remis en cause la propriété privée, il a tout simplement fait montre pendant une longue période d'un fort dirigisme. Il a toujours favorisé les couches de la bourgeoisie proches du pouvoir, dont les hiérarques cléricaux. La fortune de l'ancien président, l'ayatollah Rafsanjani, a été classée au 43^e rang mondial. Le droit islamique interdit aux banques d'accorder des prêts avec intérêt, elles jouent donc le relais entre l'État et les hommes d'affaires en leur « offrant » l'argent obtenu des fonds publics, notamment des revenus pétroliers. Une partie de la bourgeoisie industrielle et marchande s'est sentie lésée dans ses intérêts et confrontée à une compétition inégale et s'est expatriée.

À partir des années 2000, suivant en cela le modèle occidental, la privatisation des entreprises publiques est allée bon train. Depuis le début de la présidence d'Ahmadinejad, ce sont plus de 400 entreprises qui ont été privatisées : des aciéries, des compagnies pétrolières, le complexe pétrochimique d'Ispahan, les télécommunications, des banques. Cela a valu à Ahmadinejad les félicitations du FMI et la confiance des investisseurs étrangers. Européens, canadiens et américains ont investi plus d'une dizaine de milliards de dollars en Iran. Parmi eux, l'entreprise Haliburton dont l'un des principaux actionnaires est l'ancien vice-président des USA, Dick Cheney, qui fait partie pourtant du clan qui défend la nécessité d'imposer à l'Iran des sanctions très dures. Autre preuve de ce qui est moins l'expression d'un double discours que celle de la place de l'Iran dans l'économie capitaliste globale, les exportations directes des États-Unis vers l'Iran ne

cessent d'augmenter : elles ont doublé en 2008 [16]. Les grands bénéficiaires des privatisations sont les pasdarans. Beaucoup s'en inquiètent chez les partisans du régime islamique (les commerçants du bazar de Téhéran) et dans ses rangs mêmes.

L'IMPACT DE LA CRISE MONDIALE SUR L'IRAN

L'économie iranienne n'a pas été touchée par la crise financière proprement dite. Son système bancaire est isolé du système mondial et n'a pas été confronté à la possession de titres subprime et autres « effets toxiques ». Mais elle a été frappée par la récession mondiale et le mouvement des prix dans le secteur des hydrocarbures [17]. Le recul des prix du pétrole à partir de l'été 2008 a eu un fort impact sur l'économie iranienne. Le baril est passé de près de 150 dollars début juillet 2008 à près de 35 dollars fin décembre pour remonter ensuite, mais sans jamais atteindre les niveaux antérieurs ni ceux anticipés dans beaucoup de projections (en février 2010 il a oscillé entre autour des 77-78 dollars). En 2007, dernière année avec des chiffres fiables, les exportations de pétrole brut ont représenté près de 72 % des exportations et 69 % des recettes budgétaires. Le manque à gagner dû à la chute des prix a été considérable, aggravant les effets de l'embargo imposé par les États-Unis il y a trente ans. Faute de pouvoir acheter la technologie et les pièces de rechange pour ses opérations de

16- Voir l'article de Houshang Sepehr déjà cité d'*Inprecor*.

17- Les données de cette section sont tirées de Thierry Coville, « L'Iran face à la crise financière », *Cahiers Moyen Orient de l'IFRI* (http://www.ifri.org/files/Moyen_Orient/Coville)

raffinage, l'Iran, deuxième producteur pétrolier mondial, est un importateur net de produits dérivés du pétrole. Les conditions se sont tellement dégradées depuis 2007 qu'un rationnement de l'essence a été introduit, ouvrant la voie à un marché noir florissant [18]. La contraction de la rente pétrolière a accentué le caractère déjà difficilement supportable des prédations du régime et de ses proches. Il a fallu compenser la baisse des recettes de l'État par une création monétaire qui a conduit à une inflation très forte, accentuée par la hausse du prix des importations de matières premières. Le taux annuel de hausse des prix est passé de 11,6 % en 2005 à près de 30 % en août 2008, le ministre du commerce estimant que l'inflation est induite à 83 % par la création monétaire et à 17 % par les prix à l'importation [19]. Le secteur manufacturier a aussi subi l'impact de la crise. L'un des moteurs de la croissance économique entre 2004 et 2008 a été les exportations non-pétrolières, notamment en direction des États de la région. Tous ont été touchés en 2009 par la conjonction de la baisse des prix pétroliers, la contraction de la demande mondiale (industrie textile égyptienne par exemple) et la contagion mondiale de la crise immobilière états-unienne (cas spectaculaire de Dubaï [20], mais aussi l'Égypte et d'autres États). La hausse du PIB, qui

18- Kenan Mortan, « L'échec économique des mollahs », *L'Economiste*, Rabat, 4 mars 2010. (<http://www.leconomiste.com/article.html?a=98993>)

19- Voir Thierry Coville, op.cit.

20- En ce qui concerne Dubaï, des investisseurs privés iraniens (et peut-être des fondations) auraient placé des capitaux sur le marché immobilier et affectés par la chute des prix.

avait atteint 5 % en 2008 selon le FMI, a été bien plus faible en 2009. L'économie parallèle représenterait entre 20 et 30 % de l'économie réelle [21]. Il y a eu augmentation du chômage dans le secteur formel, le taux étant officiellement estimé entre 13,5 et 16 %. Le gouvernement ne dispose plus des moyens d'opérer une relance budgétaire, ni de pratiquer la politique clientéliste qui lui a permis de garder au moins en partie l'appui des couches populaires. La réponse à la crise des grandes entreprises, dont celles contrôlées par les pasdarans, a été de baisser très fortement les salaires, carrément de 30 % aux aciéries d'Ispahan [22].

**UN POUVOIR TOUJOURS
PLUS CONTESTÉ QUI
SE DIVISE,
UN MOUVEMENT
QUI S'AUTONOMISE**

Tous ces facteurs aident à expliquer un mouvement de fond qui commence bien avant les élections. Le truquage des résultats a révélé aussi le rétrécissement de la base du régime et l'accroissement de ses divisions internes.

**LA REMONTÉE DES
MOUVEMENTS SOCIAUX**

Les processus de résistance et de mobilisation sont souvent souterrains. Avant que des événements dramatiques n'éclatent, on est largement tri-

21- Nicolaye Lamy, Iran : « l'économie sous le régime des Pasdarans », Centre d'Analyse Economique, Université Paul Cézanne Aix-en-Provence (<http://www.paperblog.fr/2042589/iran>)

22- Voir les informations sur le site du SSTI, <http://www.iran-echo.com/>

butaire des médias. Dans le cas de l'Iran, ils se sont focalisés sur les rivalités entre fractions du régime et l'enrichissement de l'uranium. Les dernières années ont pourtant vu un nombre croissant de grèves et de manifestations : les chauffeurs de bus de Téhéran, les enseignants, les infirmiers, les boulangers. En Iran les travailleurs n'ont ni le droit de grève ni le droit de se syndiquer en dehors des organisations contrôlées par les religieux. Braver ces interdictions signifie s'exposer à la répression brutale. Les grévistes risquent non seulement une amende et le licenciement, mais le fouet, la torture et l'emprisonnement. C'est ce qui est arrivé en 2006 lorsque les 3000 chauffeurs de bus de Téhéran ont décidé de s'organiser en syndicat indépendant, un grand nombre d'entre eux ont été licenciés et leur dirigeant, M. Ossalou, a été arrêté, torturé et condamné à cinq ans d'emprisonnement. On trouve également en prison Mahmoud Salehi, un boulanger kurde, porte-parole du Comité organisationnel pour la création de syndicats. Chaque année le 1er mai donne lieu à des manifestations réprimées sauvagement comme en 2007 à Sanandaj où onze dirigeants syndicaux ont été condamnés à une séance de flagellation et en 2009 à Téhéran où 150 militants ont été arrêtés, certains sont encore en prison. En 2009 la situation des travailleurs iraniens s'est particulièrement aggravée, beaucoup n'ont pas reçu de salaires depuis des mois (500 usines seraient concernées) , c'est le cas par exemple des travailleurs de l'usine de filature et de tissage de la ville de Kashan qui n'ont pas été payés pendant plus de 22 mois.

La question nationale couve de façon

23- Voir le site www.tlfq.ulaval.ca de l'université Laval francophone au Québec.

permanente. Les minorités de langue et de culture sont nombreuses en Iran [23]. On en compte plus d'une douzaine (azéri (20 %), kurde (9 %), louri (6,6 %), arabe (2,1 %), turkmène (1,5 %), baloutchi (1,3 %), takestani (0,3 %), arménien (0,2 %), pashtou (0,18 %), talish (0,17 %), domari (0,1 %), assyrien, géorgien, kazakh). Elles revendiquent, parfois violemment, la reconnaissance de leurs droits culturels (et aussi religieux face aux chiïtes) et une autonomie régionale. En 2005 des émeutes éclatent au Khouzestan, une riche région pétrolière au sud-ouest du pays et en 2006 il y a eu de violentes manifestations dans plusieurs villes de la province de l'Azerbaïdjan. Plus récemment c'est dans la région kurde de Nowsood que la population s'est heurtée aux forces de police. Cinq militants indépendantistes ont été pendus en juin au Kurdistan et un autre en janvier. Quinze autres kurdes accusés du crime de Moharebeh (acte contre Dieu), risquent la peine de mort.

Dans le cas des femmes, la rébellion a pris d'abord la forme d'actions brèves et symboliques : de jeunes femmes, protégées par des camarades masculins qui les encerclent, retirent leurs voiles en pleine rue. Les étudiants ont, à maintes reprises, bravé la répression depuis le mouvement de juillet 1999 dont il a été parlé plus haut. Il y a des universités dans toutes les grandes villes de province. Le nombre d'étudiants s'est considérablement accru, ils sont environ 2 millions. Dans une société où la pensée est étroitement contrôlée, où une vision religieuse archaïque est imposée partout et à tous, les universités font figure d'îlots de résistance. Elles restent des endroits où l'on cherche à comprendre, à analyser par soi-même, à exercer son esprit critique. On

rapporte des cas de jeunes élevés dans des familles rigoristes, même d'ayatollahs, qui sont devenus communistes.

LUTTE DE CLANS AU SEIN DU POUVOIR : CONSERVATEURS ET RÉFORMISTES

La constitution iranienne ayant institué un système à double tête, il était prévisible que des tensions puissent apparaître entre le Guide suprême et le Président de la République, mais aussi entre le système théocratique et le système électif. Les premières sont apparues dès 1981 avec la destitution du président Bani-Sadr par Khomeiny. Lorsque le président Khatami a voulu mener, à partir de 1995, une politique d'ouverture, bien modérée mais moins répressive, la plupart des lois adoptées par un Parlement à majorité « réformiste » se sont vues rejetées par le Conseil des Gardiens de la Constitution. La contradiction entre les deux systèmes s'est avivée à partir de l'élection d'Ahmadinejad à la présidence en 2005. Le poids du pilier conservateur et de son pôle le plus réactionnaire autour du Guide suprême Khamenei s'est accru. Il a été de plus en plus question, non plus d'une République Islamique, mais d'un État Islamique, suivant les idées propagées par l'ayatollah Mesbah, partisan de la ligne la plus dure, farouchement anti-communiste, opposé à toute forme d'élection et qui a de nombreux adeptes parmi les commandants des GRI et des bassidjis [24]. Ahmadinejad a reçu le soutien de Khamenei et des pasdarans dont il a renforcé la mainmise sur l'économie et les institutions. On a vu plus haut leur place à l'Assemblée et le nombre de leurs ministres. En leur permettant de détenir

les postes-clés à la radio et à la télévision et de contrôler ainsi l'information, Khamenei a accentué les traits dictatoriaux du régime et montré sa volonté d'étouffer toute velléité de réforme de l'appareil d'État.

LES ÉLECTIONS DE JUIN 2009 : PLUS QU'UNE FRAUDE, UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT ÉLECTORAL

C'est dans ce contexte de situation économique et de tensions sociales que les élections ont eu lieu. Pour obtenir le soutien populaire qui commençait à lui faire défaut, Ahmadinejad a essayé de détourner l'attention sur les ennemis étrangers, Israël et les États-Unis en tête (ce qui ne l'empêche pas de coopérer avec ceux-ci en Irak et en Afghanistan). En plein conflit avec les occidentaux sur le programme nucléaire, il fallait que le régime se montre sous le visage rassurant de la démocratie parlementaire. Le Conseil des Gardiens de la Constitution a autorisé quatre candidats à se présenter du fait de leur fidélité à la République Islamique et leurs vertus religieuses. Deux conservateurs : Ahmadinejad et Rezaii, un ancien commandant des pasdarans et secrétaire du Conseil de Discernement qui posséderait aujourd'hui la 3^e fortune d'Iran [25] ; et deux « islamistes réformistes » : Moussavi, premier ministre entre 1981 et 1988, connu aussi pour être celui qui a fait fermer les universités après la révolution de 1979 et qui est impliqué dans le massacre des prisons de 1988, et Karroubi, ancien porte-parole du Parlement iranien, un disciple de Khomeiny, fidèle au Guide suprême.

Mais il y a eu, chose exceptionnelle, des débats télévisés pendant lesquels il a été enfin question de la crise économique et de la montée du chômage.

Les quatre candidats ont pu exprimer leurs positions. Des journaux d'opposition ont été autorisés (un petit groupe de révolutionnaires marxistes a même fait paraître un quotidien appelé *La Rue*). C'était comme si un couvercle était soulevé. En niant au cours de ces débats regardés par des millions d'Iraniens la réalité de la crise économique, du chômage, de la corruption, Ahmadinejad a fait que le désir de changement se cristallise en partie sur la personne de Moussavi. Les débats télévisés ont contribué à la participation électorale massive, surtout des jeunes et des femmes qui sont allés voter contre Ahmadinejad, et aussi à achever de « briser le mur de la peur » [26]. Les semaines précédant l'élection ont été marquées par l'enthousiasme. Une ambiance de fête a régné chez les jeunes qui se sont retrouvés pour discuter avec des professeurs d'université, des sociologues, des artistes jusque-là muselés.

Il fallait à Ahmadinejad une victoire sans appel pour asseoir sa légitimité. Il se rendait compte de l'effervescence qui se développait. Les bassidjis ont reçu des ordres de se tenir prêts pour empêcher les rassemblements de jeunes. Les quartiers à problèmes avaient été ciblés comme points rouges. Le camp Ahmadinejad savait qu'il obtiendrait des voix, non seulement chez les religieux, les pasdarans, les bassidjis, mais aussi chez des travailleurs, artisans, petits commerçants, paysans (sachant que les électeurs ruraux dorénavant minoritaires n'étaient pas spécialement favorables à Ahmadinejad) et même chez quelques ouvriers « conservateurs », qui ne remettent pas en cause la hiérarchie de la domination. Cependant,

25- Information dans l'article posté sur le site du NPA, 31 juillet 2009.

26- Voir l'article de dans *Inprecor* déjà cité.

24- Voir l'article d'*Inprecor* déjà cité

vu l'ampleur de la contestation sociale, de moins en moins cachée, dans une société de plus en plus jeune et plus éduquée, il savait que cela se jouerait de près. Il a été confronté à un raz-de-marée.

Le 12 juin, avec plus de 39 millions de votants pour 46 millions d'électeurs, la participation dépasse toutes les espérances. Quelques heures après la fermeture des bureaux de vote la victoire semble être assurée pour Mousavi, mais le lendemain Ahmadinejad est annoncé gagnant. Le bourrage des urnes ne date pas d'Ahmadinejad. Les élections ont toujours été une farce pour tenter de faire oublier que ce sont des structures non élues qui détiennent le pouvoir. À chaque élection, il était indispensable d'avoir le plus de bulletins possibles dans les urnes pour tenter de les légitimer, sachant que, de toute façon, celui qui serait élu serait un défenseur du régime puisque n'est pas candidat qui veut. Mais le 12 juin un saut qualitatif est franchi. Le siège de campagne de Mousavi est occupé par des commandants des GRI, et le général Yadollah Javani, responsable de la direction politique des Pasdaran, se permet de proclamer sur le site officiel des GRI : « *Les élections du 12 juin nous ont permis de prendre le pouvoir entre nos mains et c'est un changement politique majeur* ». Les membres du haut commandement des GRI sont à l'origine du coup de force, des gens qui n'ont plus rien à voir avec le « peuple des déshérités » mais qui représentent la couche qui s'est le plus enrichie ces dernières années. Khamenei a-t-il participé à ce que Mousavi appelle d'emblée un « coup d'État électoral » ? En tout cas il ne le désavoue pas. Il valide les résultats tout en rappelant dès le 19 juin que « *la légitimité tirée de la puissance divine se suffit à elle-même* ». En soutenant ouvertement Ahmadine-

jad, il ne pouvait plus prétendre, comme l'avait fait Khomeiny, jouer le rôle de l'arbitre tout puissant entre les différentes factions du régime.

APRES LE 12 JUIN, LA RÉPONSE DE « LA RUE »

Pour rendre compte des événements qui se sont déroulés de juin à février, nous avons fait appel à de nombreux sites, blogs, dont certains en langue perse grâce à l'aide de nos amies [27]. Nous avons accumulé beaucoup de témoignages en sachant qu'il n'est pas toujours facile de décrypter une information, qu'il reste nécessaire de vérifier à quel courant de pensée appartient celui qui l'interprète, que les Iraniens en exil qui nous ont aidés peuvent avoir tendance à exagérer certains faits et qu'Internet est peut-être un outil extraordinaire, mais que c'est parfois avec un Iran virtuel qu'il nous met en relation. Les communications téléphoniques, les portables, les MSN, les échanges par le biais de Twitter, Facebook... tout cela a fonctionné au grand dam bien sûr des autorités iraniennes qui parfois ont réussi à interrompre les couvertures réseau, à limi-

27- Iran en lutte <http://iranenlutte.wordpress.com> ; Iran manif www.iranmanif.org/ ; Révolution en Iran <http://Iranrevolution.wordpress.com/>; collectif francophone pour un Iran libre et démocratique <http://iranlibredemocratique.blogspot.com/>; Iran Résist ; vidéos publiées sur YouTube ; Alternatives Internationales (29 juillet) ; Comité de soutien des droits de l'homme en Iran (CDSHI) www.cdshi.org/; blog du parti communiste-ouvrier d'Iran <http://worker-communistpartyofiran.blogspot.com/>
28- Le Parlement européen s'en est ému qui a voté une résolution condamnant le contrat iranien de NSN ! (voir le site collectif francophone pour un Iran libre et démocratique).

ter l'accès à internet, et qui ont utilisé les services de la très respectable entreprise européenne Nokia Siemens Networks pour mettre au point un système de surveillance des portables et de l'internet mobile [28].

Dès le 13 juin des foules de manifestants envahissent les rues ; le 15 juin ils sont 3 millions à Téhéran mais aussi à Ispahan, Tabriz, Chiraz, et bien d'autres villes. Si les jeunes étudiants sont le fer de lance des manifestations, les interpréter uniquement comme la révolte des couches urbaines aisées, c'est refuser de voir ce que les photos, les vidéos nous montrent. Les femmes sont présentes, parfois en première ligne. On voit aussi d'autres jeunes venus des banlieues ouvrières, moins nombreux que les étudiants mais pas absents pour autant. L'ampleur de la révolte surprend Khamenei et Ahmanidejad. Ils l'avaient prévue mais sous-évaluée. L'argument habituel du complot fomenté de l'étranger a tourné court. Mousavi aussi est pris de court, il rejoint les manifestants tardivement dans l'après-midi. Ni lui ni Karroubi ne sont capables de donner des directives claires. Il faut attendre deux longues semaines pour que les deux candidats et l'ancien président réformiste Khatami publient une déclaration dans laquelle ils dénoncent des élections truquées. Le mouvement est loin d'être homogène. Sous la bannière verte, couleur de l'Islam, qui sera bientôt distinctive des modérés, se regroupent au départ les partisans des réformateurs qui ne veulent pas fondamentalement changer le régime et ceux qui pensent qu'il faut maintenant en changer. Ahmadinejad et sa clique font des tentatives pour regrouper leurs partisans mais les manifestations qu'ils convoquent sont loin d'avoir l'ampleur de celles de leurs adversaires. Le pouvoir peut mobiliser

ses milices mais pas le peuple. Malgré la répression qui s'aggrave de jour en jour, les étudiants lancent un appel à manifester le 9 juillet, jour anniversaire de la répression sanglante dont furent victimes leurs aînés en 1999. Le 9 juillet les opposants sont partout dans les rues, en masse, jeunes et moins jeunes. Ce n'est pas une manifestation silencieuse. Si on entend encore « Dieu est grand », on entend aussi « mort au dictateur » et « coup d'État démission ». Des affrontements ont lieu avec les forces de police et les bassidjis. Au coin de l'allée où la jeune Neda a été tuée on entend dire « *Nous n'avons plus peur, il y a tant de monde et pas un seul mollah ! Nous allons leur faire payer le sang de Neda* »

LA RADICALISATION ET LAICISATION DU MOUVEMENT

Ceux qui ne voient dans les événements survenus en Iran que le mouvement de jeunes urbains des milieux aisés et privilégiés n'ont pas tout observé. Car l'Iran a aussi connu depuis cet été de très nombreuses grèves et protestations. Pendant la campagne électorale la plupart des syndicats (illégaux) n'avaient pas appelé à voter, estimant à juste titre qu'aucun candidat ne défendait les intérêts des travailleurs. Depuis on a vu se rajouter aux revendications sur les salaires et les conditions de travail des revendications plus politiques, comme la libération des manifestants arrêtés, l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, la liberté d'expression.

Dès le tout début de juillet des milliers de mineurs dans la province du Khouzestan se mettent en grève et accueillent les forces de l'ordre en criant « mort au dictateur ». Puis c'est au tour des ouvriers de l'usine de canne à sucre de Haft Tapeh. Ils réclament des augmentations de salaire, refusent

qu'on les fasse travailler toute la journée du vendredi (qui correspond à notre dimanche) et les licenciements des ouvriers temporaires. Ils s'organisent pour se défendre contre les attaques des bassidjis. En août ce sont les ouvriers de l'usine Wagon Pars qui, après plusieurs mois de non-paiement de leurs salaires, ont décidé d'interdire l'entrée de l'usine aux directeurs, ils ont menacé de marcher vers le bureau du gouverneur, on leur a répondu en leur envoyant les forces anti-émeutes. Toujours en août les travailleurs du textile de Bookan s'aperçoivent que leur propriétaire est venu avec des experts de la Banque nationale dresser une liste des machines à expédier ailleurs, ils font savoir qu'ils y feront barrage. À Téhéran ce sont les ouvriers de l'usine plasturgique Dena qui réclament la démission de leurs dirigeants parce que ceux-ci ont décidé de licencier ceux d'entre eux qui avaient formé un comité. Le 19 août, c'est la grève générale au Kurdistan, en mémoire de la répression subie il y a 30 ans. Les ouvriers des industries de Sanandajne et des villes voisines, les salariés des services publics cessent le travail. Les magasins restent fermés. Fin octobre les ouvriers de l'usine d'Ahvaz pipe manifestent pour réclamer plusieurs mois de salaires impayés, avec le soutien de la population. Leur manifestation devient vite anti-gouvernementale, ils crient « la justice ou la mort ».

En un mois et demi quelque deux mille travailleurs ont perdu leur emploi, dont 500 dans le secteur du bois, 900 dans les télécommunications (vendues aux pasdarans) et 230 à l'hôtel Azadi. Les protestations ouvrières se sont multipliées, à Ahvaz, à Ispahan, à Khoramshar, à Chiraz. En septembre les ouvriers de l'automobile Iran Khodro (lié au groupe Peugeot) et ceux de la compagnie d'aluminium Iralco ap-

prennent que leurs entreprises sont en faillite et qu'elles prévoient de fermer des ateliers, des chaînes de montage et de production. Les 60 000 travailleurs d'Iran Khodro décident non seulement d'apporter leur soutien à ceux de Wagon Pars mais ils décident aussi de se mettre en grève une heure par jour en solidarité avec les manifestants arrêtés et emprisonnés. De son côté le syndicat des chauffeurs de bus de Téhéran manifeste un soutien sans faille à ceux qui affrontent les milices et forces de police. Les deux secteurs réputés comme les plus combattifs entrent donc dans la lutte contre le régime [29].

Les manifestations continuent de plus belle. On a même vu, le 30 juillet, des drapeaux rouges accrochés à un réverbère à Ispahan ! À Téhéran, des jeunes attrapent un bassidji en criant « *canons, tanks et bassidjis ne nous font plus peur* » [30]. Le 5 août, jour de l'investiture d'Ahmadinejad, on entend de nombreux manifestants scander « Mort au dictateur ». Si les quartiers bourgeois de Téhéran restent plutôt tranquilles en journée, il n'en est pas de même dans les quartiers ouvriers et les bidonvilles où éclatent fréquemment des manifestations impromptues. La nuit les gens montent sur les toits et crient des slogans de plus en plus hostiles au régime. En octobre, les étudiants poursuivent leurs manifestations au sein des universités [31]. Le 4 novembre est à nouveau le théâtre d'affrontements violents.

Le 7 décembre marque une nouvelle étape. Journée traditionnelle de l'étudiant (en 1953 trois étudiants ont

29- Conflits cités par route révolutionnaire, nouvelles d'Iran <http://rrunfrench.blogspot.com/>

30- C'est la reprise mais transformée d'un slogan de 1979 : « *canons, tanks et mitraillettes ne nous font plus peur* »

trouvé la mort en manifestant contre le régime du Shah) elle a échappé cette fois-ci aux autorités. Dans plusieurs grandes villes on assiste à des manifestations étudiantes de grande ampleur, comme on n'en avait pas vu depuis 1979. Dans certaines assemblées générales on entend proclamer : « *Ni vert, ni noir, la liberté et l'égalité* ». Il y a des heurts violents avec les forces de police. C'est le guide suprême lui-même qui est visé par les slogans, on entend clairement crier « à bas Khomeini ». Si les étudiants sont là en masse on remarque aussi dans les rangs des manifestants un nombre important de jeunes travailleurs. On voit aussi des femmes âgées apporter de l'eau et soigner les blessés. Quant aux plus jeunes elles sont très présentes et repoussent courageusement les bassidjis. Des barricades sont érigées à Téhéran, les forces de l'ordre sont à plusieurs endroits mises en difficulté, les miliciens tentent d'interdire l'accès aux universités et d'encercler les étudiants en criant leurs propres slogans. Du côté des manifestants on entend « *Que Khomeini sache qu'il sera bientôt renversé* ».

Le lundi 28 décembre, jour de l'Achoura (fête religieuse importante qui commémore la mort de l'Imam Hussein, fondateur du chiisme), il y a encore des centaines de milliers de manifestants dans toutes les grandes villes malgré la brutalité de la répression. Il y aurait eu 15 morts. Cette réponse brutale d'un régime aux abois, qui n'a plus comme seule carte que la

31- Voici quelques-uns de leurs slogans : « nous refusons une université militarisée », « pas de liberté d'opinion avec les barbus », « mort aux talibans à Kaboul ou à Téhéran », « Bassidji fous le camp »

32- A noter que les « réformistes » se sont bien gardés d'appeler à la journée du 8 mars, journée internationale des femmes !

répression militaire, lui aura fait perdre sans doute le soutien de croyants modérés car l'Achoura est une fête religieuse pendant laquelle la violence doit être bannie. Cette journée est une nouvelle étape dans l'escalade de la violence. Les manifestants, qui jusque-là avaient à cœur de se présenter comme pacifiques, n'ont pas d'autres choix face aux agressions dont ils sont victimes que de riposter par des barricades, des jets de pierres et font preuve d'une très grande bravoure. Ils passent à l'offensive, tentent de désarmer les bassidjis, s'emparent de leurs matraques, mettent le feu à leurs voitures. Alors qu'en juin, le Guide suprême était relativement ménagé, les slogans désormais se focalisent sur celui qui symbolise le régime. On voit des manifestants arracher le panneau qui indique la direction de l'avenue « république islamique ». L'annulation des élections ne fait plus partie des revendications les plus entendues et très peu de slogans sont encore très religieux. Dans une vidéo on entend des gens reprendre « Allah-o Akbar » (Dieu est grand) et d'autres leur dire que ça, c'est le slogan du régime et qu'il faut crier « Mort à la république islamique ». Tout cela montre que dans la conscience populaire, un grand pas a été franchi et que l'accusation de Mohareb (ennemi de Dieu) lancée par les autorités contre les manifestants n'a plus de prise sur eux. Le 11 février les haut-parleurs du gouvernement ont beau faire entendre le « Allah-o Akbar », la foule ne reprend pas et réplique aux cris de « Nous sommes sans nombre, mort au dictateur ». À Téhéran comme à Tabriz il y a des rassemblements et de graves affrontements. On voit des jeunes femmes enlever courageusement leurs voiles [32]. Dernièrement dans la nuit du 16 au 17 mars, malgré la fatwa décrétant interdite la fête du

feu [33], malgré l'annonce de la condamnation à mort de 6 détenus de la journée de l'Achoura, partout en Iran la fête a semble-t-il connu une popularité sans précédent, des voitures de police et de bassidjis ont été incendiées.

LES « RÉFORMISTES » DE PLUS EN PLUS DÉSAVOUÉS

Nos médias ont abondamment montré des photos de foules vertes, le vert, couleur de l'Islam, ayant été choisi par les candidats réformistes pour regrouper leurs partisans. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Ceux qui ont apporté leurs suffrages à Moussavi et Kharoubi l'ont fait, pour un grand nombre d'entre eux, sans illusion aucune. Ils sont parfaitement au courant du passé de ces « réformistes » qui cherchent leur appui, de la fortune de Rasandjani. Pas plus une aile du régime que l'autre ne remet en cause le capitalisme néolibéral ni la Constitution. Elles divergent par intérêt financier et sur les stratégies pour sauver le régime. Houshang Sepehr dit que « *l'une veut faire des réformes d'en haut pour éviter une révolution d'en bas ; l'autre redoute que des réformes d'en haut ne déclenchent une révolution d'en bas* » [34]. Moussavi a montré qu'il n'avait ni la force ni surtout la volonté de mener la lutte contre le régime. Sa popularité n'a cessé de chuter. Ses tentatives d'abord de prendre le mouvement en marche pour mieux le contrôler, suivies de ses appels à la population à rester chez elle pour éviter toute vio-

33- Interdite d'un point de vue religieux ; en effet cette fête appelée aussi fête du mercredi célèbre l'arrivée du printemps, on saute par-dessus des feux en chantant, on se déguise. C'est une fête préislamique célébrée par les zoroastriens mais qui a perduré et est restée très populaire

34- Voir l'article d'*Inprecor*.

lence, l'ont discrédité. Les mots d'ordre religieux des modérés lors de l'Achoura n'ont pas été repris. Mousavi a senti le vent tourner et a dit publiquement avoir fait l'erreur de croire que la Révolution, qui l'a porté au pouvoir, allait supprimer « *les structures qui mènent à la dictature* ». Il aurait même affirmé que « *la dictature au nom de la religion est la pire des dictatures* ». Le quotidien réformiste *Aftab* désigne maintenant Khamenei comme le « guide de la Révolution islamique » et lui retire ainsi subrepticement son titre sacré de « suprême » [35], lequel a répliqué en déclarant que l'opposition avait perdu son soutien populaire (sic !) et le droit de participer à la vie politique du pays. Quant au versatile et opportuniste Rafsandjani il a réaffirmé son soutien à Khamenei, quoique certains disent qu'il se verrait bien prendre sa place.

UNE RÉPRESSION DONT LES BASSIDJIS NE SORTENT PAS INDEMNES

En comparaison avec celle qui a marqué d'autres mouvements de révolte dans le passé, la répression qui a suivi les élections de juin peut apparaître comme modérée dans la mesure où il n'y a pas eu à proprement parler de massacre et un certain nombre de personnes arrêtées ont été libérées. Mais des centaines de jeunes ont été torturés, violés, emprisonnés et dans le Kurdistan il y a eu des exécutions et des condamnations à mort sont en attente. En matière d'exécutions capitales, l'Iran arrive en deuxième position juste après la Chine [36]. Les familles des détenus se rassemblent régulièrement devant le Tribunal révolutionnaire de Téhéran. Comme les

« mères de la place de mai » de l'Argentine, les mères de jeunes assassinés par les forces de police défilent tous les samedis dans un parc du centre-ville. Le viol semble être devenu le moyen favori des forces de répression, viol de femmes mais de plus en plus aussi viol d'hommes. La culture du martyr, on l'a vu, est très présente en Iran, tuer un jeune, c'est quelque part le transformer en martyr. Le viol, au contraire, dans ce qu'il a de plus dégradant, de plus destructeur, appelle au silence et empêche que les victimes soient érigées au rang de héros. Par ses méthodes sadiques, le régime iranien se montre ainsi sous son vrai jour.

On a vu les bassidjis à l'œuvre. On sait qu'ils avaient reçu l'ordre, bien avant les élections, de se tenir prêts. La plupart ont matraqué à tour de bras, ils ont poursuivi les étudiants dans les dortoirs, certains ont jeté des jeunes par les fenêtres, d'autres ont violé. Il leur est arrivé d'être eux-mêmes violemment pris à partie en particulier dans certains quartiers ouvriers et bidonvilles. Mais les bassidjis, comme cela a été le cas des pasdarans, ne semblent plus former un bloc monolithique, enfermé dans un système de pensée obscurantiste et ne remettant pas en cause les ordres de chefs vénérés. Le doute s'est installé chez certains d'entre eux. Censés représenter tous les déshérités (rappelons que c'est le premier nom des GRI), présentés comme les milices du peuple, ils ont constaté eux aussi l'enrichissement d'une fraction d'entre eux et ils ne sont pas forcément à l'aise lorsque le peuple manifeste en masse et les rejette dans le camp des oppresseurs. Déjà en 1994, lors des émeutes ethniques à Ghazvin, les pasdarans ont refusé de tirer sur les manifestants. En 1999 ils auraient tenté de freiner la répression contre les étu-

dians [37]. Les derniers événements ont révélé les lignes de faille qui affaiblissent les bassidjis. Surtout formés pour des interventions localisées, pour jouer le rôle de gardien de la morale et de police des mœurs, ils ne sont pas adaptés pour affronter des mouvements de masse. Ils ont été vite débordés. Pour les avoir côtoyés à l'université, les étudiants ne leur sont plus forcément tous apparus comme des fils à papa. Face à ceux qui se battent dans la rue et risquent leur vie, il leur a été moins facile de se présenter sous le jour des martyrs du peuple. Rappelons aussi que ces volontaires vivent et travaillent parmi les gens du peuple et que l'entrée dans la milice est pour beaucoup d'entre eux uniquement le moyen d'échapper à une vie de misère. Se retrouver mis dans la position de tortionnaire en a ébranlé sans doute plus d'un. *Channel 4 News* rapporte un témoignage, qu'il faut bien sûr lire avec les précautions d'usage, mais qui cependant semble sonner juste au vu d'autres sources. Un bassidji raconte comment il a craqué lorsqu'il s'est rendu compte que les jeunes qui avaient été arrêtés et enfermés dans des containers allaient être violés. Pour lui l'agression sexuelle est un crime. Il ne peut pas comprendre comment les siens peuvent s'en rendre coupables. La résistance des manifestants l'a amené à se remettre en question : « *Ça me paraissait étrange, tout était surréaliste, ce n'était pas normal. Nous avions la permission de tirer, nous devons tous être armés, nous devons soutenir la police et les forces de sécurité. Le jour d'après, il me semble que les gens étaient aussi*

35- Voir sur rinfrench.blogspot.com

36- Selon le classement d'Amnesty International.

37- *Le Monde* du 17 février 2010

38- Publié sur le site du Collectif pour un Iran libre et démocratique

39- Voir l'article du *Monde* du 17 février 2010

prêts que nous. Ils étaient plus nombreux, nous étions préparés, eux aussi. » [38] Que les bassidjis soient des « fils du peuple » qui se trompent de voie, c'est ce que semblent avoir compris certains manifestants. On a pu voir ainsi des scènes « insolites », des bassidjis tombés à terre acceptant l'eau offerte par des étudiants. Pour l'instant les pasdarans contrôlent encore la situation. Le régime est passé

au code rouge, ce qui veut dire que tous les services de sécurité doivent leur obéir. Ce code a été créé après les révoltes étudiantes de 1999 : blanc, la police est responsable, orange, ce sont les unités spéciales de la police, rouge, les gardiens. 3 000 chemises blanches de plus ont été recrutés. On les a vus le jour de l'Achoura avec des barres de fer et des couteaux [39].

On peut se dire qu'un régime qui repose à un tel point sur la répression est un régime fragilisé. Les failles s'y développent presque nécessairement, le refus de « ceux d'en bas » de continuer de vivre à l'ancienne manière nourrissant les divisions chez « ceux d'en haut ». Pour l'instant, l'essentiel pour les militants est dans la solidarité dont ils se montreront capables à l'égard des Iraniens en lutte.